





DES RÔLES RÉCLÉS ENTRE LES DEUX "NATI

acistes, les Corses ?
Au lendemain de la rixe
qui a opposé, le 13 août,
des jeunes Corses à
des membres de la
communauté musulmane sur la
plage de Sisco,

le soupçon resurgit. Déjà, fin décembre dernier, après l'agression de sapeurs-pompiers dans le quartier populaire des Jardins-de-l'Empereur à Ajaccio, plusieurs rassemblements antimusulmans avaient failli dégénérer. A chaque fois, des slogans du type « Arabi fora » (« les Arabes dehors ») sont scandés, avivant le sentiment que les Corses sont particulièrement chatouilleux sur le sujet. Redoutant une escalade, les élus insulaires montent au créneau pour enrayer la spirale dangereuse des tensions intercommunautaires (lire encadré). « On ne peut pas confondre certaines personnes qui se comportent mal avec la quasi-totalité de la population maghrébine qui vit en Corse de façon apaisée et harmonieuse », a déclaré Gilles

Simeoni, le président du Conseil exécutif de Corse après l'incident de Sisco. Nouvel homme fort de l'île, Gilles Simeoni n'a pas envie qu'on accole à la Corse cette image caricaturale. « Nous plaidons pour une société ouverte et pluraliste. Nous avons tant de défis à relever ensemble qu'il ne faut pas semer la division », nous confiait déjà, fin mai, l'élu qui entend incarner un nationalisme modéré.

Mais que veulent-ils vraiment? Depuis qu'ils ont emporté, le 13 décembre, les élections régionales à la Collectivité territoriale de Corse (CTC) - avec une majorité relative de 35 % des voix au second tour -, les nationalistes corses semblent alterner le froid et le chaud. Président de l'Assemblée de Corse, l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni tient des discours enflammés, voire polémiques : c'est lui qui, interrogé sur France Infole 18 janvier, a évoqué la France comme un « pays ami... ». A la tête du Conseil exécutif, le gouvernement de l'île, l'autonomiste Gilles Simeoni, quadragénaire sportif à l'allure affable, joue quant à lui la carte de l'ouverture. Face à Manuel Valls venu à Ajaccio le 4 juillet répéter qu'il y avait des « lignes rouges » à ne pas franchir, que ce soit sur la co-officialité de la langue corse ou le statut de résident fiscal, réclamés par les nationalistes, Jean-Guy Talamoni a répondu vertement : «La France peut-elle continuer indéfiniment à traiter par le mépris les décisions de cette Assemblée élue démocratiquement ? » A ses côtés, Gilles Simeoni n'a pas cillé. Avant le discours de Manuel Valls, il avait regretté un « déni de démocratie » tout en appelant à la poursuite du dialogue avec le gouvernement. En réalité,

OS": L'UN TEMPÈRE, L'AUTRE REVENDIQUE

les deux leaders nationalistes jouent chacun leur partition de manière concertée. Entre ces deux avocats de profession, le jeu de rôle est réglé comme dans un prétoire. Tandis que Talamoni tape, Simeoni tempère. Le premier agace quand le second séduit. « Mauvais flic-bon flic, c'est un peu cela », reconnaît en souriant ce dernier. « Simeoni tient le wolant, mais il est sous l'influence de Talamoni », dénonce Stéphanie Grimaldi, élue Les Républicains à l'Assemblée de Corse. « Ils font surtout de la com! » renchérit Dominique Bucchini, le très jacobin élu du Front de gauche.

Leur objectif? Contrairement aux idées reçues, l'indépendance de la Corse n'est pas à l'ordre du jour. « Cela ne fait pas partie de notre programme », explique Gilles Simeoni. Membre d'Inseme per a Corsica, parti phare de la mouvance autonomiste, le président du Conseil exécutif souhaite avant tout que la Corse obtienne plus de pouvoirs régionaux, à la mode catalane ou écossaise. Pour lui, cette expérience conduira éventuellement un jour à une émancipation plus complète. Jean-Guy Talamoni, quant à lui, confirme : « Nous avons un contrat de mandature. L'indépendance n'est pas le sujet. » Mais, comme ses amis, le leader du mouvement indépendantiste Corsica Libera ne cache pas que cela reste son objectif politique ultime, à la manière d'Etats indépendants comme Malte ou l'Islande. Lorsqu'on lui demande s'il se sent français, il prend d'ailleurs le temps de la réflexion avant de répondre en pesant ses mots : « Je me sens d'abord corse. Je ne



48 LE FICARO MACAZINE - 26 AOÛT 2016 26 AOÛT 2016





TENSIONS ENTRE CORSES ET MUSULMANS

ne tentative par une famille musulmane de « privatiser » la plage de Sisco, dans le cap Corse, a provoqué, le samedi 13 août, une violente altercation entre des jeunes Corses et plusieurs hommes d'origine maghrébine. L'incident, qui a fait cinq blessés légers, a immédiatement enflammé l'île. Scandant « On est chez nous ! », plusieurs centaines de manifestants, réunis le lendemain à Bastia. voulaient mener des opérations de représailles dans le quartier maghrébin de Lupino. Ils en ont été empêchés par les forces de l'ordre. Dans la foulée. le maire socialiste de Sisco a promulgué un arrêté interdisant le port du burkini sur ses plages, comme l'ont fait, sur le continent, les communes de Cannes et Villeneuve-Loubet.

La Corse, au terreau identitaire fort, semble particulièrement sensible aux conflits intercommunautaires. Selon le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, publié en mai, la Corse serait la région en tête, par nombre d'habitants, pour ses actes antimusulmans. En janvier 2015, une tête de sanglier avait été accrochée sur une porte d'un lieu de culte musulman à Corte.

En décembre dernier, des manifestants avaient défilé dans les rues d'Ajaccio après des heurts dans le quartier des Jardins-de-l'Empereur. En février 2016, un kebab et une boucherie halal ont été mitraillés à Propriano.

Embarrassés. les élus tentent à chaque fois de

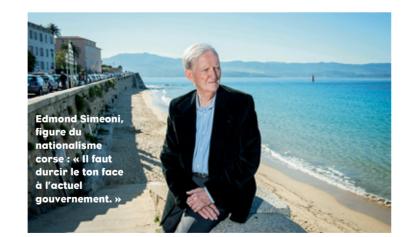
Affrontements entre Corses et forces de l'ordre à Bastia, après les incidents de Sisco.

calmer le jeu, en critiquant tant le repli communautaire que les amalgames. Au lendemain des incidents de décembre à Ajaccio, Gilles Simeoni était déjà intervenu pour éteindre l'incendie, en se déplacant avec Jean-Guy Talamoni dans le quartier des Jardins-de-l'Empereur. Et fin juillet, après les attentats de Nice, Gilles Simeoni a fait adopter une résolution à l'Assemblée de Corse appelant l'Etat à fermer les mosquées sous influence salafiste, tout en prônant l'organisation d'assises sur la citoyenneté, afin de promouvoir une société corse où « le poison de la haine » n'ait pas sa place. Mais tant que le chômage touchera plus de 13 % de la population active de l'île, Gilles Simeoni sait que les tensions communautaires peuvent se raviver à tout instant. Une partie des nationalistes corses cultivent d'ailleurs une certaine ambiguïté sur le suiet. Fin iuillet, le mouvement clandestin du FLNC du 22 octobre a prévenu publiquement les islamistes radicaux : « Toute attaque contre notre peuple connaîtrait de notre part une réponse déterminée sans aucun état d'âme. » Le FLNC demandait aux « musulmans de Corse » de « ne pas afficher de signes religieux ostentatoires ». Une mise en garde qui inclut désormais le port du burkini.

VINCENT NOUZILLE

LES NATIONALISTES SE DÉFENDENT DE TOU

→ me sens pas français. Mais je ne suis pas antifrançais. » Seul souci pour sa formation politique Corsica Libera: elle n'a recueilli que 7,7 % des suffrages au premier tour des élections régionales, un score inférieur à ses 8.5 % récoltés en 2010, et bien loin des 17,6 % de son allié Simeoni. Autrement dit : même si les idées d'autonomie s'enracinent dans l'opinion corse, le vote purement indépendantiste, lui, reste ultraminoritaire. Tout référendum sur le sujet serait actuellement suicidaire pour Jean-Guy Talamoni et ses amis. « Il faudrait revoir la définition du corps électoral, actuellement trop large car il inclut des fonctionnaires de passage dans l'île », précise Jean-Guy Talamoni. Néanmoins, ce dernier se défend de toute « vision ethniciste du peuple corse », puisque le corps électoral qu'il appelle de ses vœux inclurait les Corses d'origine et les Corses d'adoption... « L'essentiel est que nos idées infusent dans la société corse. Nous avons tout d'une nation et nous défendons notre identité », précise le Dr Eric Simoni, porte-parole du mouvement. En attendant, les voilà au pied du mur. Pour la première fois de leur histoire, des nationalistes ont remporté une élection majeure en Corse. Presque par surprise. Ils ne s'y attendaient pas. « Nous étions en dessous de nos espoirs au premier tour », admet Jean-Christophe Angelini, l'un des leaders autonomistes, bras droit de Gilles Simeoni. Le rapprochement



des listes « natios » entre les deux tours a créé une dynamique qui a permis la victoire du 13 décembre, sur fond de divisions dans les camps rivaux, à droite et à gauche. « J'ai senti un élan, notamment des jeunes, venus en masse à un meeting à Corte. Nous avons été portés par une vague et nous ne devons pas décevoir », explique Gilles Simeoni. Lors de la première séance de la nouvelle Assemblée de Corse, le 18 décembre, Jean-Guy

TE VISION "ETHNICISTE" DU PEUPLE CORSE

Talamoni a rendu un hommage vibrant, en corse, aux quarante années de combats des nationalistes. Pour sa part, Gilles Simeoni a fait assaut de promesses de renouveau et d'exemplarité. Les élus de tous bords ont entonné d'un seul chœur le Dio vi salvi Regina, l'hymne corse. L'émotion était palpable. « Je regardais de temps en temps mon père qui était à la tribune du public. Il semblait pétrifié par l'émotion, comme moi », se souvient le président du Conseil exécutif.

Son père ? Edmond Simeoni, figure emblématique et tutélaire du nationalisme corse, devenu l'apôtre d'une « autonomie raisonnable ». Il fut au cœur des événements sanglants de la cave d'Aléria en 1975, qui ont préludé à la naissance du mouvement clandestin FLNC en mai 1976. Depuis ces années marquantes, Edmond Simeoni a pris ses distances avec la violence. « Elle ne sert pas notre cause. Elle est même contreproductive », martèle le vétéran, qui nous recevait avant l'été dans son petit appartement avec vue sur la place Charles-de-Gaulle à Ajaccio. Toujours militant à 82 ans, blogueur acerbe, fondateur de l'association Corsica Diaspora, ce médecin retraité observe d'un œil avisé – et « pas béni-oui-oui », précise-t-il-l'ascension de son fils, qui a conquis la mairie de Bastia en 2014 et pris les rênes de l'exécutif régional fin 2015. Regard perçant, crinière blanche, Edmond Simeoni ne veut rien montrer d'une quelconque fierté. « Gilles est un bon militant, indépendant d'esprit, comme moi. Fierté n'est pas le mot. Je suis content. La victoire de fin 2015 est une étape de notre émancipation », murmure le vieux sage. Il estime qu'il faut « durcir le ton » face à l'actuel gouvernement, qu'il juge « particulièrement fermé au dialogue ». Ceux qui connaissent les Simeoni savent que les deux hommes, souvent en désaccord, se parlent régulièrement. Certains estiment qu'Edmond, aux avis tranchés, exprime parfois tout haut ce que son fils, aux commandes, ne peut plus dire. « Mon père est plus impatient que moi », corrige Gilles.

En vérité, le nouvel homme fort de l'île n'aime pas qu'on l'assimile à un mou. « Je crois qu'il y a un peuple corse, tout part de là. Je ne suis pas modéré dans mes convictions », dit celui qui fut l'un des avocats d'Yvan Colonna, condamné pour le meurtre du préfet Erignac, assassiné en 1999. Opposé à la violence – qu'il juge, lui aussi, « contre–productive » –, Gilles Simeoni rappelle que, pour sa campagne municipale à Bastia en 2014, il a justement préféré s'allier à des UMP et des radicaux de gauche plutôt qu'aux indépendantistes du parti Corsica Libera de Talamoni, qui continuaient de défendre l'action clandestine du FLNC, alors toujours d'actualité.

50 LE FICARO MACAZINE - 26 AOÛT 2016 20 AOÛT 2016



« Nous constatons des discriminations judiciaires », dit l'avocate Laura Maria Poli, élue indépendantiste à l'Assemblée.

« Les guerres fratricides avaient terni notre idéal nationaliste.

Nous étions carbonisés. Il fallait changer pour rebondir politiquement. J'ai préféré m'allier à des non-nationalistes. Cela m'a valu des critiques. Mais j'ai tenu bon », souligne l'édile, dont les premiers pas comme maire de Bastia ont été bien percus. « On nous a caricaturés en disant qu'il y aurait des cagoules à la mairie. Mais nous avons passé le test de la crédibilité. » Quelques mois après le succès de Simeoni à Bastia, le 24 juin 2014, le FLNC a annoncé « sans préalable et sans équivoque » sa démilitarisation et sa sortie progressive de la clandestinité. Un tournant majeur, après près de 10 000 attentats et plusieurs centaines de morts, souvent dans des luttes internes. Le FLNC – qui a publié fin juillet une mise en garde contre les islamistes - soutient désormais l'action politique des élus. «Cet arrêt de la lutte armée, logique, a joué un rôle dans l'attractivité nouvelle des nationalistes auprès de l'opinion corse. Tout comme la victoire de Bastia », souligne Pierre Poggioli, un militant de la première heure, qui vient de publier un ouvrage historique, Corse: un silong chemin (Fiara éditions). Cette page clandestine étant tournée, Gilles Simeoni a pu faire équipe avec Corsica Libera pour les régionales de 2015. « La solidarité avec les clandestins était un point de blocage. C'est désormais levé », relève Petr'Anto Tomasi, le jeune président du groupe Corsica Libera à l'Assemblée.

L'image positive de Gilles Simeoni, qui s'appuie beaucoup sur son ami Jean-Christophe Angelini, a contribué à ce renouveau. Mais, paradoxalement, les autres élus de droite et de gauche aussi. Car la précédente Assemblée de Corse, gouvernée de 2010 à 2015 par le radical de gauche Paul Giacobbi, a déjà adopté plusieurs résolutions d'inspiration autonomiste : un vote quasi unanime, en mai 2013, en faveur de la co-officialité de la langue corse ; un vote, en septembre 2013, en faveur d'une révision constitutionnelle gravant dans le marbre la spécificité de la Corse ; un vote, en avril 2014, pour l'adoption d'un statut de résident fiscal ; un texte, en mai 2015, réclamant une amnistie pour les « prisonniers politiques ». « Giacobbi est allé sur le terrain des nationalistes. Il a joué avec le feu », estime José Rossi, chef de file du groupe Les Républi-



LE SORT DES "PRISO NNIERS POLITIQUES" EST UN SUJET SENSIBLE

cains à l'Assemblée de Corse. « J'ai tenté d'atteindre des points de consensus et d'équilibre », plaide pour sa part Paul Giacobbi. A peine arrivée aux commandes, la nouvelle majorité Simeoni-Talamoni a naturellement repris ces antiennes. « La société corse a évolué. C'est au gouvernement de saisir la balle », estime Gilles Simeoni. Le bras de fer a débuté ces derniers mois. Avant Manuel Valls, plusieurs ministres ont fait le déplacement, histoire de mieux connaître ces nouveaux élus « natios » qu'ils ne connaissaient guère. Après quelques semaines de flottement, Manuel Valls a reçu Gilles Simeoni à Matignon et les deux hommes ont convenu d'entamer un dialogue « constructif ». Mais Matignon reste particulière-

ment inflexible sur la question – ultrasensible en Corse – des « prisonniers politiques », dont les nationalistes réclament l'amnistie. « Il n'y a pas de prisonniers politiques », a répété Manuel Valls à Ajaccio le 4 juillet.

Dans le village d'Olmeto, qui domine le golfe de Propriano, les militants de l'association nationaliste Sulidarità, qui soutient les familles des prisonniers, ne sont pas de cet avis. « Nos compagnons sont en détention préventive depuis fin 2013 à la prison de Fleury-Mérogis. Nous n'avons pas puleur parler pendant des mois. Nous devons nous rendre sur le continent tous les mois pour leur rendre visite », se désolent Claudia Peretti et

Elise Gaddini, deux jeunes femmes qui disent avoir perdu toute « naïveté sur la justice ». Elles ne sont pas les seules dans ce cas. « La plupart de nos demandes de rapprochement des prisonniers ou de libérations conditionnelles sont refusées, contrairement à d'autres détenus. Les Corses sont victimes d'un traitement spécial », juge Cathy Bartoli, pilier de Sulidarità. « Même depuis l'arrêt de la lutte armée par le FLNC, il y a eu des nouvelles vagues d'interpellations et nous constatons des discriminations judiciaires », ajoute la jeune avocate Laura Maria Poli, qui siège à l'Assemblée de Corse comme élue de Corsica Libera. Au total, plus d'une vingtaine de dossiers font l'objet de débats animés: parmi eux, ceux, très délicats, des trois

52 LE FICARO MACAZINE - 26 AOÛT 2016 26 AOÛT 2016



PEU D'AVANCÉES SUR LA LANGUE CORSE

derniers membres du commando Erignac encore en prison, dont Yvan Colonna. Leurs proches réclament leur rapprochement puisqu'ils sont presque en fin de peine. Sans succès à ce jour. « Il y a certainement des solutions », plaide Gilles Simeoni. Cependant, Manuel Valls n'entend pas bouger d'un millimètre sur le sujet. « Il craint de perdre dans l'opinion tout crédit s'il lâche un peu de lest aux Corses sur ce sujet sécuritaire », constate un élu de droite.

Autre sujet qui fâche: la langue corse, dont les élus réclament la co-officialité. Le ministère de l'Education nationale a tout juste concédé la création d'une agrégation pour les professeurs de corse. Un geste minimaliste. Le gouvernement avance que la Constitution empêche, à ce jour, toute reconnaissance officielle d'une langue régionale, le français étant, selon son article 2, la langue officielle de la République. « Comme il n'y a pas de majorité suffisante au Parlement pour voter une réforme constitutionnelle, le sujet est reporté aux calendes », soupire un élu indépendantiste. La co-officialité de la langue corse n'est donc pas pour demain.

En revanche, les nationalistes sont presque en phase avec le gouvernement pour tenir bon sur la création, prévue début 2018, de la Collectivité unique. Celle-ci regroupera – cas singulier en France – les pouvoirs de l'actuelle Collectivité territoriale de Corse (CTC) et des deux conseils départementaux, de Haute-Corse et de Corse-du-Sud. Une vraie révolution, souhaitée par les nationalistes. « La Corse est suradministrée. Il est temps de simplifier tout cela », clame Gilles Simeoni. Et Jean-Guy Talamoni, qui ne cesse de fustiger les conseils départementaux comme des « nids du

clientélisme », veut absolument tenir le calendrier prévu, lequel doit entraîner de nouvelles élections régionales. Un délai que beaucoup jugent trop serré. « Il est probable qu'il faudra un an de plus », pronostique Paul Giacobbi.

Seul souci : les nationalistes veulent profiter de la naissance de cette Collectivité unique pour élargir ses compétences. Mais ce n'est pas prévu au programme. Manuel Valls a simplement promis la création d'un Conseil des territoires à Bastia et une rallonge du Programme exceptionnel d'investissement (PEI) pour la Corse, sans évoquer d'autres avancées. Or, les trois collectivités réunies auront déjà 1 milliard d'euros de dettes à rembourser. Pas de quoi faire des folies! « L'héritage sera lourd, plaide l'autonomiste Jean Biancucci, président de la commission des Finances à l'Assemblée de Corse. Nous sommes condamnés à la rigueur. Mais il nous faudrait des marges de manœuvre fiscale, notamment avec un peu de TVA. » Bercy n'a pas l'air de vouloir bouger beaucoup sur le sujet. Ni sur le délicat problème foncier : la Corse doit, en effet, rentrer théoriquement début 2018 dans le droit commun de l'impôt sur les successions, après des siècles d'exonération, figées par les arrêtés Miot de 1801. Problème : les titres de propriété manquent et les indivisions restent nombreuses dans l'île. Les élus réclament des délais supplémentaires, que le gouvernement pourrait tout de même accorder dans les prochains mois. Mais pas question d'accéder au souhait des nationalistes de créer un statut de « résident fiscal corse » qui serait, de toute façon, retoqué par le Conseil constitutionnel. Sur la plupart de leurs revendications, les nationalistes aux manettes à Ajaccio n'attendent plus grand-chose du gouver-









De haut en bas : le Dr Eric Simoni, de Corsica Libera : « Nos idées infusent dans la société corse. »

Pierre Poggioli, vétéran du nationalisme, estime que l'arrêt de la lutte armée était « logique ». Cilles Simeoni (ici, à Sartène) sait que l'état de grâce ne durera pas.

José Rossi, président du groupe LR à l'Assemblée de Corse, défend une autonomie dans la République.

nement. Chacun défend ses positions, sans trop d'illusions. «On ne va pas se laisser balader par l'Etat », tempête Jean-Guy Talamoni. Son allié Gilles Simeoni est plus prudent : « Rompre ne servirait à rien. Si Paris ne bouge pas, nous n'allons pas compter les gommes et les crayons. Nous ferons tout avancer par nousmêmes. » En réalité, certains nationalistes misent déjà sur l'après-présidentielle de 2017, en espérant négocier avec un gouvernement plus accommodant. Ce qui n'est pas exclu. Elu Les Républicains, l'ancien ministre José Rossi révèle le scénario qui, selon lui, pourrait se profiler en cas de victoire de la droite : « Nous prônons une négociation plus longue pour mettre en place la Collectivité unique en Corse. Cela permettrait de faire voter dans la première année du auinauennat une loi spécifique pour la Corse, la dotant d'un nouveau statut rénové, avec des compétences supplémentaires, des transferts fiscaux et, à terme, une révision constitutionnelle inscrivant la spécificité insulaire de la Corse dans le texte. L'autonomie de la Corse se fera ainsi dans le cadre de la République. » Cependant, aux yeux de José Rossi et d'autres élus de droite et de gauche, il n'est pas question que cette autonomie soit l'antichambre de l'indépendance. « Je m'y opposerai fermement », dit José Rossi, pour qui Gilles Simeoni devra « sortir de l'ambiguïté sur ce sujet ». « La Corse doit rester ancrée dans la République », renchérit Paul Giacobbi.

Autrement dit : le débat, après 2017, sera forcément vif dans l'île sur la future autonomie. Et chaque camp aura en ligne de mire les élections régionales qui suivront dans la foulée. « Si nos candidats remportent la présidentielle et les législatives. nous espérons bien gagner les élections à la future nouvelle Assemblée de Corse », clame l'élue LR Stéphanie Grimaldi. En face, le tandem Simeoni-Talamoni compte bien, lui, tirer parti de la situation actuelle pour conforter son assise. Selon eux, si les Corses revotaient en ce moment, ils leur donneraient une majorité absolue. « Nous avons encore dix-huit mois pour montrer que nous gérons la Corse sans sectarisme et dans l'intérêt des Corses », explique Gilles Simeoni. Affairé dès l'aube, avalant des kilomètres sur les routes sinueuses de l'île, s'arrêtant ici et là pour embrasser un ami ou boire un verre dans une paillote, le président du Conseil exécutif semble savourer son nouveau rôle de décideur.

Mais tout comme Jean-Guy Talamoni, Gilles Simeoni sait aussi qu'à défaut de négociations abouties avec Paris, son électorat risque de s'impatienter. Le temps est compté. « Pour l'instant, les natios ont plutôt le vent en poupe et les jeunes avec eux. On attend de voir ce qu'ils font sur le terrain », murmure un dirigeant économique corse. Or les dossiers épineux s'accumulent sur leurs bureaux, qu'il s'agisse de tensions communautaires à éteindre, du développement économique à relancer ou des finances à gérer. Ils ont dû adopter en urgence un plan ambitieux, jugé peu réaliste par leurs opposants, de tri et d'enfouissement des déchets qui empoisonnent l'île depuis des lustres. Ils veulent surtout changer la donne du transport maritime en imposant la présence de la Région dans le tour de table de l'ex-SNCM (Société nationale maritime Corse-Méditerranée) reprise par des investisseurs privés. Un bras de fer qui ne plaît guère aux milieux économiques, qui craignent les dérives d'une nouvelle compagnie publique. « L'état de grâce ne durera pas. Il n'est pas question d'abandonner nos mesures phares. Nous voulons juste trouver des solutions pragmatiques à nos problèmes », conclut Gilles Simeoni. L'épreuve du pouvoir est entamée. **■ VINCENT NOUZILLE**

54 LE FICARO MACAZINE - 26 AOÛT 2016 26 AOÛT 2016